

**LE VOLET « DEVELOPPEMENT » DANS UNE
ACTION HUMANITAIRE :
UNE EXPERIENCE A KINSHASA (REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DU CONGO)**

par Nuah M. Makungu M.

Note sur l'auteur

Nuah M. MAKUNGU M., docteur en « sciences sociales, sociologie », économiste en développement (DESS de développement agricole) de l'Université Paris I – Panthéon - Sorbonne (France). Il est en séjour de recherche post-doctorale à la Chaire de Recherche du Canada en Développement des collectivités (CRDC) de l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Ses champs d'intérêts sont : la sociologie du développement et de la coopération, le développement agricole, les crises, les migrations internationales et l'entrepreneuriat dans la diaspora.

**Publication de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités
(CRDC)**

Série : Recherche no. 40

ISBN : 2-89251-300-6



Novembre 2006

Table des matières

Abréviations	3
0. Introduction	5
I. Problématique : contexte de l'étude. Situation humanitaire précaire	6
Le JEEP, une ONG locale	9
Les bailleurs de fonds.....	10
III. Cadre d'analyse : activités de reconstruction sur le terrain.....	12
Les pré-coopératives et les stratégies de développement des communautés.....	13
Le maraîchage.....	14
Le petit élevage	14
L'arboriculture.....	14
Le microcrédit.....	14
IV. Analyse ou interprétation des résultats obtenus	15
Tensions et conflits	18
Les difficultés rencontrées.....	23
Les limites du volet « développement ».....	24
Le leader et ses soutiens	25
L'état du mouvement coopératif et celui du mouvement associatif.....	26
V. Conclusions	27
Repères bibliographiques.....	29

Abréviations

BAD	Banque africaine de développement
BM	Banque mondiale
CRCO	Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités.
CRDI	Centre de recherches pour le développement international.
Ed.	Edition
Eds	Editeurs
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
JEEP	Jardins Et Elevages de Parcelle
MSF	Médecins sans frontières
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PUF	Presse universitaire de France
RDC	République démocratique du Congo
UQO	Université du Québec en Outaouais
UE	Union européenne
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'aide et la protection à l'enfance
SIDA	Syndrome ImmunoDéficient Acquis
SNV	Service national de vulgarisation
RAUKIN	Réseau d'agriculture urbaine de Kinshasa

Résumé : *La malnutrition a frappé dans plusieurs familles en milieu péri-urbain après les pillages causés par les émeutes des années 1990. A Kinshasa, la générosité des organisations locales et humanitaires a permis de distribuer des aliments aux nécessiteux et d'impulser les actions agricoles pérennes afin de permettre aux sinistrés de se prendre en charge et de compter sur leurs efforts. Ainsi, les actions de coopération décentralisée en situation d'urgence entre les bailleurs de fonds internationaux et les ONG locales dans le cadre du programme de lutte contre la malnutrition ont permis à des familles jugées pauvres, selon les critères du revenu et de la santé, de se nourrir, de diversifier leur régime alimentaire et même de payer la scolarité des enfants grâce à un petit revenu dégagé par la vente du surplus. Ce texte analysera le volet développement en agriculture urbaine de ce programme qui vise à combattre la malnutrition en valorisant les ressources légumières délaissées dans la production alimentaire et à lancer les noyaux des pré-coopératives.*

Mots-clés : *République démocratique du Congo ; Kinshasa ; Milieu péri-urbain ; malnutrition ; développement ; agriculture urbaine ; sécurité alimentaire ; coopération ; solidarité ; communauté d'appartenance ; ONG ; pré-coopératives ; micro-crédit ; métayage.*

0. Introduction

Après les émeutes de 1991 et celles de 1993, qui ont embrasé des centaines de services publics et privés, la population péri-urbaine était affamée par quelques périodes successives de disette. Les parents des sinistrés, les communautés locales (quartiers, églises, sectes religieuses, associations des ressortissants de..., etc.) ont répondu à la crise dans un élan de solidarité et de générosité pour aider les victimes des magasins pillés, des services incendiés et celles des licenciements massifs à la suite de la destruction du tissu économique local par ces événements. Pendant ce temps, la malnutrition a fait son apparition dans des familles pauvres à la périphérie de la ville de Kinshasa. La générosité des organisations d'aide humanitaire (PAM, UNICEF, MSF, etc.), même si elle a été lente, a permis d'alimenter des victimes concentrées dans l'espace péri-urbain de la ville. L'UNICEF finançait les soins médicaux de ces victimes ; le PAM leur distribuait des aliments secs et des boîtes de conserve. L'Union européenne a pris, ensuite, le relais. Dans certains cas, ces distributions d'aliments ont aggravé quelques cas de malnutrition. Elles étaient aussi ruineuses par rapport aux alternatives existantes.

Pour tenter de relever ce défi, un groupe de chercheurs réunis au sein de l'ONG JEEP¹ a proposé à ces organisations humanitaires d'ouvrir un volet « développement » dans le programme de lutte contre la malnutrition protéino-énergétique², parallèlement à la distribution gratuite des denrées alimentaires. Ce volet financé par l'Union européenne consistait à apprendre à ces victimes à se prendre en charge en faisant des cultures maraîchères, du petit élevage et de l'arboriculture. Les produits récoltés de ces activités pérennes étaient utilisés pour couvrir les besoins essentiels comme les dépenses de la vie quotidienne ; notamment, la nourriture équilibrée, les soins de santé et la scolarisation des enfants.

L'objet de ce texte de recherche est d'étudier les activités menées dans le cadre de l'exécution de ce volet et leurs impacts socioéconomiques. La question principale à laquelle ce texte s'efforcera de répondre est la suivante : comment le volet « développement » du projet ciblé de lutte contre la malnutrition à Kinshasa a-t-il permis aux familles dont les enfants étaient mal nourris d'acquérir la capacité à auto-produire de façon durable en agriculture urbaine et à

¹ Elle est enregistrée à l'hôtel de ville et a reçu une autorisation de fonctionnement du ministère de la Justice.

² Ce volet fut d'abord financé par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) ; puis, par l'Union européenne et d'autres ONG.

soigner ces enfants en période de crise aiguë de 1996 à 2000 ? Deuxièmement : quels étaient les objectifs de ce volet « développement » et quels ont été les résultats obtenus ?

Comme déjà annoncé, notre projet dans ce travail consiste à montrer l'intérêt de ce type de volet dans une action humanitaire. Sur cette base, notre hypothèse de recherche est que le développement est un processus d'expansion des activités productives pérennes en agriculture et en élevage dans des familles impliquées dans ce volet, et que le microcrédit est un atout.

Le présent texte est structuré autour des points suivants : problématique, méthodologie, cadre d'analyse, analyse des résultats obtenus et conclusions.

I. Problématique : contexte de l'étude. Situation humanitaire précaire

Lors des décennies 1980-1990 marquées par la crise économique et sociale à Kinshasa, capitale du pays et ville d'environ 6 millions d'habitants en 1998, et dans tout le pays, les liens entre le développement social et les soins de santé primaires ont fait l'objet de larges débats. La promotion de la nutrition en milieu péri-urbain, où vivent les pauvres, les chômeurs sans revenus, était au cœur de ces débats. Les risques de décès, de maladies, d'inaptitude et de faim étaient élevés et concentrés chez eux. De plus, ceux-ci n'ont pas bénéficié de nombreux programmes de développement antérieurs. Il était urgent d'intervenir en leur faveur à la suite de l'insécurité alimentaire dans les quartiers péri-urbains situés à l'ouest de la capitale nationale, Kindele habité par environ 10.000 habitants en 1998 et Kimwenza habité par à peu près 1100 habitants au cours de la même année. Ces communautés d'appartenance sont composées des résidents issus de toutes les ethnies du pays et de toutes les catégories sociales.

Pour la Banque mondiale, la sécurité alimentaire consiste en : « l'accès de toutes les personnes à tout moment à suffisamment de nourriture pour mener une vie active et saine », mais, selon la FAO, « La sécurité alimentaire signifie que des aliments sont disponibles à tout moment, que tous y ont accès, que ces aliments sont appropriés du point de vue nutritionnel, tant en quantité qu'en qualité et en variété, et qu'ils sont acceptables sur le plan culturel. Quand toutes ces conditions seront réunies, et alors seulement, pourra-t-on considérer qu'une population a la sécurité alimentaire » (Koc M. et alii, 2000 : 1). Quand on analyse cette définition, on remarque qu'elle est une aspiration, voire un rêve qui ne peut être réalisé nulle part. Elle apparaît comme une utopie à laquelle peuvent conduire certains choix politiques comme l'investissement dans certaines cultures agricoles.

La vulgarisation agricole des activités productives permettrait d'impulser l'agriculture péri-urbaine :

« l'agriculture localisée dans la ville et à sa périphérie, dont les produits sont destinés à la ville et pour laquelle il existe une alternative entre usage agricole et urbain non agricole des ressources ; l'alternative ouvre sur des concurrences, mais également sur des complémentarités entre ces usages : foncier bâti et foncier agricole ; eau destinée aux besoins des villes et eau d'irrigation ; travail non agricole et travail agricole ; déchets ménagers et industriels et intrants agricoles ; coexistence en ville d'une multiplicité de savoir-faire dus à des migrations, cohabitation d'activités agricoles et urbaines génératrices d'externalités négatives (vols, nuisances) et positives (espaces verts) » (Smith O.B., Moustier P. et al, 2004 : 28).

Depuis octobre 1996, la RDC est plongée dans une guerre dont on ne connaît pas l'issue. La première guerre, dite « guerre de libération », a mis fin à la dictature du président Mobutu et à son système monolithique du parti-Etat. La deuxième guerre de 1998, dite « guerre d'agression » (Bogumil J., De villers G. et Monnier, 2002) commanditée par les pays voisins (Le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi) avec la complicité de certaines compagnies occidentales (Baracyettes P., 1999 ; Ngbanda H., 2004), continue à faire des victimes jusqu'à aujourd'hui. On parle de plus de 3,5 millions de morts et de plus de 500.000 réfugiés et déplacés de guerre. En même temps, on assiste à la prolifération des maladies endémiques comme la malaria, la recrudescence de la tuberculose, le SIDA, là où la médecine s'est privatisée (Ndaywel E Nziem, 2002 ; Persyn P. et alii, 2004). S'y ajoutent des calamités naturelles comme l'éruption du volcan à Goma et les inondations à Kisangani, à Mbandaka et à Kindu. De plus, la coopération internationale entre le gouvernement du président Mobutu et les pays occidentaux était suspendue à la suite du massacre présumé des étudiants par la garde prétorienne du président de la république sur le campus de Lubumbashi en mai 1990 (Digekisa, 1993).

Dans ce contexte, la ville de Kinshasa, capitale du pays et les chefs-lieux de provinces ont connu un afflux de populations poussées vers ces centres urbains. La ville, dans les sociétés du Sud, est le lieu de la modernité par excellence. Elle favorise la circulation de l'argent, des biens, l'échange, l'organisation et la création des richesses sous toutes ses formes. Pépinière de la vie économique et dernier recours, la ville crée aussi l'exclusion, l'isolement, la violence, la détresse et la malnutrition, une illustration tangible de la pauvreté. Ces dernières années, à la périphérie de la ville de Kinshasa, la malnutrition des enfants en bas âge a pris des proportions inquiétantes, surtout pendant la saison de pluies quand les routes des provinces et même la voie fluviale sont impraticables. Plus d'un tiers de la population était exposée à l'insécurité alimentaire.

Les effets désastreux de la malnutrition s'étaient déjà manifestés à la suite des pillages de Kinshasa et du pays entier par les forces armées zaïroises en 1991 et en 1993, dus au non-versement des soldes par le gouvernement, à l'hyperinflation et à la perte du pouvoir d'achat. La plupart des citoyens ne gagnaient pas l'équivalent de 1 dollar américain par jour³. Les rares personnes qui travaillaient dépensaient la totalité de leur salaire pour se nourrir. Le chômage généralisé causé par les licenciements massifs à la suite de la destruction du tissu économique du pays⁴, les licenciements imposés à l'Etat par le FMI et la BM dans le cadre d'application des politiques d'ajustement structurel ont anéanti l'Etat social naissant : absence d'emplois décents assortis d'une couverture sociale, multiplication des conflits ; règne de l'arbitraire et injustice sociale régnaient en maître à cette époque. L'application du modèle néolibéral, la crise de l'économie et de l'Etat ont aggravé la misère des laissés-pour-compte.

Avant les récentes guerres, le pays avait connu des guerres dites « Shaba I en 1977 et Shaba II en 1980 », alors qu'il ne s'était pas remis du choc pétrolier des années 70 et de l'effondrement des cours des matières premières (cuivre, café, coton, etc.). Cet effondrement des cours a accentué l'échange inégal entre les pays du Nord et ceux du Sud dont l'économie est dans une situation de blocage selon l'analyse marxiste. Les projets industriels⁵ des années 1960-1980 indiquaient une tendance au développement de l'urbanisation. Néanmoins, toutes ces réalisations ont seulement contribué à l'accélération de l'exode rural et se sont révélés non rentables, incapables d'offrir aux néo-citadins des emplois escomptés. Ces « éléphants blancs⁶ » ont aggravé l'endettement du pays, sans contrepartie. Pour reconstruire, il fallait concevoir de petits projets efficaces et fixer des objectifs mesurables.

Les **objectifs** de ce volet « développement », lors de la première année, consistaient à amener chaque famille à planter au moins 10 pieds du pois carré africain, le *Psophocarpus Scandens*⁷, dans la parcelle d'habitation, de posséder au moins deux plates-bandes (de 12 m² de surface

³ Selon le critère de la BM pour mesurer la pauvreté.

⁴ Le secteur privé a presque disparu.

⁵ La construction du barrage hydroélectrique d'Inga, la sidérurgie de Maluku, le centre du commerce international, la tour de la radio et de la télévision nationale, des gratte-ciel comme les galeries présidentielles, la SOZACOM, la construction des aéroports, des boulevards, etc.

⁶ Il s'agit d'une construction somptuaire, inutile, coûteuse, qui a en propre la faculté d'alourdir la dette d'un pays africain, de ne pas fonctionner, de se changer en ruine ou en fantôme au bout de quelques années, alors que les entreprises occidentales se sont enrichies à l'occasion de l'établissement de chacun de ces éléphants blancs. Ces investissements ont été réalisés avec les encouragements des organisations internationales. Les agents congolais et occidentaux impliqués dans chacun de ces projets avaient reçu des pots-de-vin. Se reporter à J-B. Bayart, *L'Etat en Afrique*, Fayard, Paris, 1989, p.308 et Pierre Péan, *Corruption. L'argent noir de la France*, Paris, Fayard, 1989.

⁷ Appelé localement *Kikalakasa*, le *Psophocarpus Scandens* est un légume traditionnel galactogène ayant une teneur exceptionnelle en protéines (39% du poids sec).

chacune), d'autres légumes verts comme l'amarante, les feuilles de patates douces ou autres légumes de leur choix. Chaque famille devait se débrouiller pour se procurer les semences de bonne qualité. De plus, la famille impliquée dans ce volet devait planter au moins un arbre fruitier : un avocatier sélectionné, un papayer sélectionné ou un arbre à pain. La durée nécessaire pour planter, récolter et consommer ces légumes variait entre 4 et 8 semaines. Les familles qui ont réussi à conduire régulièrement des cultures légumières pouvaient solliciter au JEEP un crédit en nature pour se doter d'un petit élevage: lapins, cobayes (cochons d'Inde), poules, pigeons ou aliments concentrés. Le JEEP avait fait une recherche appliquée auparavant. Elle avait l'expertise en matière de jardinage.

Le JEEP, une ONG locale

Après avoir bénéficié du soutien de la population, la recherche appliquée s'est transformée en 1989 en organisation non gouvernementale (ONG) dénommée « Jardins et élevages de parcelle (JEEP) ». Le staff comprenait 5 personnes⁸. Les agents de terrain étaient affectés dans chaque communauté d'appartenance des résidents. Ils se réunissaient deux fois par mois et faisaient le point des difficultés rencontrées. Ces rencontres leur permettaient de faire le point des activités. Les bénévoles qui les accompagnaient étaient formés aux thèmes de vulgarisation du JEEP et étaient supposés assurer la continuité des actions du volet « développement » à la fin du projet. Tous les membres de la direction et les agents de terrain travaillaient à temps partiel.

Le choix de JEEP se justifiait par le fait que, dans la perception congolaise, est pauvre surtout celui qui reçoit à manger d'un inconnu, d'un étranger. Il fallait apprendre aux gens à travailler la terre minimalement. Ce volet du programme s'est aussi occupé de la réhabilitation du maraîchage, ancienne activité locale considérée par certains néo-citadins comme activité arriérée, de la ré-introduction des légumes abandonnés, du tout petit élevage et de l'arboriculture à la périphérie de la ville de Kinshasa. Il visait à sensibiliser les familles ayant des enfants mal nourris en bas âge et leurs voisins ayant des enfants en bas âge à entreprendre l'activité de maraîchage à domicile ou dans les environs de leurs habitations et à fréquenter les centres de santé pour y recevoir des soins médicaux et l'éducation alimentaire. Il associait étroitement les chercheurs de l'université, les vulgarisateurs du service national de

⁸ 4 nationaux (un ingénieur agronome, un sociologue, une démographe spécialiste en développement rural intégré, un économiste spécialiste de développement agricole qui s'occupaient de la supervision des activités de terrain) et un professeur de biologie, de nationalité belge, qui représentait l'organisation auprès des autorités et des bailleurs de fonds.

vulgarisation agricole et les citoyens de la périphérie urbaine depuis le diagnostic jusqu'à la mise au point et à l'application des innovations techniques. La communication entre ces trois acteurs était conçue comme un processus d'intégration symbolique, d'échange de savoirs. Face à la gravité de la situation, un groupe de recherche (dirigé par un professeur de biologie de l'université de Kinshasa, européen, jésuite et sexagénaire à l'époque⁹), composé des chercheurs nationaux en sciences sociales, en sciences agricoles et en sciences naturelles a mis la recherche scientifique au service de la population.

Le JEEP est ainsi né à l'ombre de l'Université de Kinshasa comme recherche appliquée de l'unité d'écodéveloppement de la faculté des sciences. Grâce à la coopération décentralisée, il vise depuis 1998 à promouvoir l'auto-amélioration de la santé par la production agricole péri-case ou parcellaire d'aliments selon les principes d'écodéveloppement (Sachs I., 1980) et leur autoconsommation. La vente du surplus peut assurer un revenu complémentaire aux producteurs ou aux familles intéressées sans restriction à une catégorie quelconque.

Les bailleurs de fonds

La lutte contre la malnutrition par le jardinage ou le maraîchage, le tout petit élevage et l'arboriculture à la périphérie de la ville de Kinshasa avait déjà bénéficié d'un financement de l'UNICEF, l'ONG allemande appelée MISEREOR et d'une ONG belge dénommée BILANCE. Le JEEP voulait simplement revaloriser cette ancienne activité de maraîchage naguère méprisé par certains citoyens en quête d'un travail rémunéré. L'Union européenne a financé l'extension de ce volet du programme dans toute l'étendue de la ville de Kinshasa. Durant toute l'existence de ce volet, le projet « Santé pour tous¹⁰ » du ministère de la Santé de la RDC a apporté un appui moral important au JEEP dans les démarches auprès de bailleurs de fonds. Pendant neuf mois, les familles ont bénéficié des deux rations sèches mensuelles de maïs (30 kg) et du soja (5kg) distribués dans les centres de santé de 30 quartiers gérés par « Santé pour tous » où ces enfants recevaient des soins médicaux grâce à l'aide médicale fournie par l'UNICEF et à l'aide alimentaire fournie par le PAM et l'Union européenne selon leurs méthodes.

⁹ Père Jacques Paulus de nationalité belge. On l'appelle affectueusement « Grand-frère » à cause de son dévouement à la formation des jeunes universitaires Congolais et à la cause des démunis (enfants, femmes seules).

¹⁰ Une série de circonstances ont donné naissance au mouvement des soins de santé primaires, sur le thème « Santé pour tous d'ici l'an 2000 », slogan qui symbolise la volonté des nations de « fournir à tous leurs citoyens un niveau de santé acceptable dans le cadre d'un développement empreint d'un véritable esprit de justice ». Se reporter à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), *Rôle du secteur sanitaire en alimentation et nutrition. Rapport d'un comité d'experts de l'OMS*, Série de rapports techniques 667, OMS, Genève, 1981.

II. Méthodologie

Le projet concernait **une population** de 249 familles, dont 63 familles monoparentales ayant des enfants mal nourris à Kindele et à Kimwenza, deux communautés d'appartenance des résidents qui ont bénéficié de l'encadrement du JEEP de 1998 à 2000 en agriculture.

La technique documentaire nous a permis de mobiliser le savoir produit par les organisations impliquées dans des actions d'entreprises individuelles et collectives et par les chercheurs qui ont travaillé sur l'agriculture urbaine, la sociologie et l'anthropologie de l'Afrique tropicale. Grâce à l'**observation participante** pendant l'enquête d'évaluation de ce volet « développement », nous avons pu comprendre la signification des discours des acteurs de terrain à propos de leurs interventions. Il s'agissait de participer à l'expérience d'autrui sans se limiter aux aspects purement émotionnels d'une appréhension de l'expérience à partir de l'angle de la personne qui l'éprouve (Mucchielli, 1991).

La méthodologie insistait sur **la participation** effective du citoyen nécessiteux ou du maraîcher intéressé à l'ensemble du processus de création de techniques appropriées, et donc aussi aux évaluations menées au cours de celui-ci. Il s'agissait d'une proposition de **recherche participative**. Les chercheurs travaillaient en collaboration avec les maraîchers, la population locale démunie et les agents du service national de vulgarisation (SNV). Par l'accompagnement des démunis et des maraîchers intéressés aux pratiques agricoles dans les communautés en question, le groupe de chercheurs bien entraînés a réalisé une recherche dite alternative où, généralement, la participation, l'interaction et le dialogue sont utilisés pour atteindre directement les producteurs.

Au préalable, une **enquête ethno-botanique** sur **les ressources locales délaissées et l'écodéveloppement**, un diagnostic agronomique et socio-économique avaient été réalisés en milieu péri-urbain, en vue de déterminer les besoins en techniques des principaux systèmes de production des maraîchers et inventorier les ressources végétales locales délaissées. Pour satisfaire ces besoins, plusieurs techniques initiées par la recherche ont été évaluées par le moyen d'expérimentation à l'intérieur même des parcelles ou exploitations situées dans les vallées. Il s'agissait de **comparer les résultats** des techniques proposées à ceux des techniques traditionnelles.

Le diagnostic effectué en milieu péri-urbain a permis d'identifier les principaux problèmes suivants :

- le chômage généralisé des citoyens,

- la pauvreté du sol sableux,
- la divagation des animaux domestiques,
- l'insuffisance de l'espace disponible de fourrage pendant la saison sèche.

Pour résoudre ces problèmes, le groupe de recherche avait proposé aux citoyens intéressés par les pratiques agricoles selon les principes d'éco-développement d'utiliser les techniques suivantes : plantation des légumes sur les plates-bandes ; claustration des productions et d'animaux élevés ; utilisation des déchets du café décortiqué et des déchets ménagers recyclables afin de fabriquer de l'humus ainsi que la fumure organique comme la fiente de poules, le lisier de cochons, le guano. Cette dernière innovation devait surtout augmenter la production.

Ces innovations techniques ont été testées dans chaque jardin de démonstration du centre de santé impliqué dans la lutte contre la malnutrition. Le citoyen intéressé à conduire des activités agricoles l'adaptait selon sa perception, sa capacité et son besoin de les mettre en œuvre. En somme, **le niveau d'adoption a été empiriquement classé comme total, partiel ou nul**. La mise en œuvre de toutes ces techniques proposées nécessitait un financement.

Nous avons fait **le calcul des résultats économiques** sur un petit nombre (dix) des producteurs impliqués dans ce volet « développement ». Les agents de terrain ont été d'un grand secours dans la réalisation de ce calcul. D'autres techniques d'analyse utilisées pendant l'enquête d'évaluation de ce programme seront expliquées *progressivement* dans le texte.

III. Cadre d'analyse : activités de reconstruction sur le terrain

Les formes d'organisations

Dans ce volet « développement » du programme de lutte contre la malnutrition, le JEEP travaillait directement avec le groupe-cible de la population et ses voisins, c'est-à-dire d'autres citoyens vivant dans les communautés des résidents. Il intervenait également en passant par les paroisses des églises catholiques, protestantes et d'autres églises locales, le bureau diocésain des œuvres médicales et les centres de santé, les centres nutritionnels confessionnels, les écoles, les associations et les ONG qui ont exprimé le souhait de participer à la mise en œuvre de ces activités.

La philosophie d'action du JEEP, dans l'exécution de ce volet du programme, reposait sur les principes d'éco-développement en vue d'améliorer le quotidien des familles dont les enfants souffraient de la malnutrition, par la mise en valeur rationnelle et durable des ressources locales délaissées comme le *Psophocarpus Scandens* ou d'autres ressources locales inconnues ou négligées par les citoyens. D'une part, le JEEP faisait la promotion du maraîchage, de l'arboriculture et de l'élevage (système de production) au sein des parcelles d'habitations par la visite, de porte-à-porte, des agents du projet formés par le service national de vulgarisation agricole et affectés dans ces communautés d'appartenance des résidents pour y travailler avec la population-cible et les centres de santé que fréquentaient les familles. Les agents de terrain de JEEP transmettaient à la population-cible un message double. L'aspect nutritionnel consistait à améliorer la quantité et la qualité des aliments du ménage à travers la production parcellaire. L'aspect économique visait à générer des revenus additionnels par la vente du surplus. De plus, le JEEP donnait de conseils techniques, des appuis logistiques (outils aratoires) et de crédits en nature (semences, animaux géniteurs, aliments concentrés, fertilisants organiques). Les appuis n'étaient jamais donnés gratuitement ; le transport des appuis fournis aux bénéficiaires était subventionné à moitié. L'organisation les encourageait à mettre en place des pré-coopératives d'approvisionnement en groupes.

Les pré-coopératives et les stratégies de développement des communautés

Les membres des communautés des résidents impliqués dans le volet « développement » ont organisé des pré-coopératives d'approvisionnement en intrants et des ventes groupées bâties sur une mutualité. Chaque personne devait s'aider elle-même. Leur communauté de destin était fondée uniquement sur une condition sociale largement commune et une appartenance territoriale. Ils devaient construire un point de dépôts des intrants à un endroit de leur choix. Ils devaient recueillir des fonds, passer des commandes d'intrants et s'arranger avec un transporteur pour évacuer les biens achetés et requérir un crédit auprès de l'ONG.

Le JEEP a donné à chaque pré-coopérative un fonds de démarrage remboursable. Tous les membres ont bénéficié à égalité des séances de formation agricole animées par les agents de terrain dans les communautés concernées. La première année, ils ont prouvé que, pour peu que l'occasion leur en soit donnée, ils étaient capables d'améliorer leur sort eux-mêmes. La deuxième année de fonctionnement, des difficultés ont commencé à surgir, par exemple, quelques associés n'accomplissaient pas les tâches communautaires, notamment la commande groupée des intrants ou la recherche des clients. Et personne ne prenait l'initiative d'une

solution de rechange. Les liens de solidarité que l'on voulait instaurer à travers ces coopératives n'avait pas de sens aux yeux de certains sociétaires maraîchers et éleveurs.

Le maraîchage

Les familles impliquées ont participé à ce volet en fournissant un espace bien aménagé (selon les instructions données sur les cultures légumières) et la main-d'œuvre, afin d'appliquer les stratégies de développement vulgarisées. Le JEEP a mis un agent de terrain à leur disposition ainsi que le matériel nécessaire payé par les bailleurs de fonds, afin de leur permettre d'entreprendre le travail. Le montant d'un crédit de semence variait entre 1 et 12\$US. Chaque famille a reçu un crédit d'outils aratoires : 1 houe (2\$), une bêche (4,25\$), 1 râteau (5,70\$), 1 arrosoir d'une valeur de 9\$US et des semences.

Le petit élevage

A partir de la deuxième année, les familles qui ont pratiqué le maraîchage et aménagé un espace d'élevage ont obtenu, à leur gré, des crédits en nature soit des canards (2 femelles et 1 mâle d'une valeur de 15\$US), soit des poules (25 poussins, soit 30\$US et aliments conséquents selon l'âge), des lapins (2 femelles et 1 mâle, soit 27\$US, des aliments concentrés complémentaires dont le prix d'un sac de 25 kg était de 12,5\$US) et des cobayes (2 femelles et 1 mâle, soit 6\$US) qu'elles ont élevés en claustration.

L'arboriculture

Selon les opinions exprimées lors de l'enquête ethno-botanique, le volet « développement » offrait aux familles encadrées la possibilité d'acquérir des plantules d'arbres fruitiers ; notamment, celles de l'arbre à pain, celles de l'avocatier et celles d'un papier sélectionné. Elles étaient plantées dans des trous d'un mètre cube enrichis à l'engrais vert.

Le microcrédit

Le JEEP a prévu dans son budget un fonds de roulement pour faciliter l'accès du public-cible à des ressources financières adéquates pour le développement de ses activités. Sans exiger des garanties matérielles, le crédit se faisait en argent et en nature. Il concernait les intrants, l'équipement en outils, les animaux, les aliments concentrés et les produits vétérinaires. Par exemple, trois lapereaux de 4 mois empruntés étaient remboursés avec 1 lapereau de plus (soit au total 4) dès la première portée. Les animaux remis en remboursement du crédit étaient

attribués immédiatement à d'autres demandeurs impliqués dans ce programme. Chaque débiteur signait un contrat de prêt et gardait une copie. Le JEEP en gardait une autre. Le débiteur connaissait le montant du prêt et le taux d'intérêt.

Les plantules d'arbres fruitiers sélectionnés n'étaient pas prêtées au public-cible. Ceux qui avaient déjà réussi et qui s'intéressaient à en planter chez eux payaient au comptant.

IV. Analyse ou interprétation des résultats obtenus

A la fin de la première année de vulgarisation de ce volet du projet en 1998¹¹, sur 249 familles ayant des **enfants mal nourris** (435 parents mariés, vivant en couple et monoparentaux) ou ayant eu des enfants mal nourris, 197 mères (de 16 à 35 ans) étaient analphabètes (45,29%) et 101 pères étaient semi-lettrés (23,21%) (âge compris entre 17 et 51 ans). Les autres parents ayant des enfants mal nourris étaient lettrés et avaient terminé au moins quatre années d'études secondaires (31,5%). 201 familles étaient d'origine rurale (80,72%). Elles étaient déjà prédisposées à pratiquer le travail de la terre. Elles regroupaient environ 312 enfants mal nourris¹² et 1237 membres de leurs familles.

La **sécurité alimentaire** était très précaire à cause de tous ces événements décrits précédemment, de la poussée démographique et de l'approvisionnement difficile de la ville en vivres à partir des provinces et de l'étranger. L'isolement diplomatique du régime de Mobutu a détérioré les conditions sociales des démunis.

A Kinshasa, dans le contexte de la décennie 90, plusieurs familles mangeaient une seule fois par jour. Dans d'autres familles, l'on mangeait à tour de rôle. Aussi, était-il fréquent que, des ménages entiers ne mangent pas pendant vingt-quatre heures. La santé de tous était fragilisée, et les enfants en bas âge étaient les premières victimes. L'Etat et le système politique ont été connotés négativement, parce qu'ils étaient considérés comme les principaux responsables des maux du sous-développement (chômage, faim, corruption, maladies, guerres). Ils étaient responsables du règne de l'arbitraire et de l'inefficacité, de l'oppression et de « la politique du ventre ». La nécessité d'une société civile agissant en partenariat avec les forces du marché et avec l'Etat réduit et épuré revenait comme un slogan dans les discours de l'opposition politique, des bailleurs de fonds et des Etats occidentaux. On demandait aux ONG émergentes de se mobiliser pour former la société civile, afin d'agir à la base, sans but lucratif et sans visée ou finalité proprement politique.

¹¹ Selon Médecins Sans Frontières, on comptait environ 2896 enfants de 6 à 59 mois d'âge atteints de la malnutrition dans les centres nutritionnels encadrés par cette ONG dans la ville de Kinshasa en janvier 1998. (Donnée recueillie par mes soins)

¹² 89% de ces enfants étaient âgés de 6 à 59 mois et souffraient de malnutrition aiguë avec œdème.

Grâce au **maraîchage** initié par ce volet, les forgerons et autres artisans ont eu l'occasion de vendre leurs produits à des prix intéressants. Le développement a mis à contribution différents acteurs.

1549 personnes ont bénéficié directement des effets de ce programme. Les enfants des gens moins instruits fréquentaient peu les centres nutritionnels. Toutes ces familles impliquées dans ce volet avaient accepté de planter le *Psophocarpus Scandens*. Mais, seulement 161 familles (64,65%) ont atteint l'objectif de planter 10 pieds du *Psophocarpus Scandens*. Le niveau d'adoption était total. Parmi ces 161 familles, 49 ont réussi partiellement les cultures légumières sur une plate-bande de 10m² chacune et le niveau d'adoption de techniques proposées était partiel. 112 familles ont atteint l'objectif de produire des légumes sur au moins 2 plates-bandes de 10m² chacune. Le niveau d'adoption de techniques proposées était total. 38 familles (15,26%) ont dépassé ce dernier objectif. Le niveau d'adoption de techniques proposées était également total. 50 familles impliquées (20,08%) dans le projet n'ont atteint aucun de ces deux objectifs. Le niveau d'adoption de techniques proposées était nul. Ces familles étaient constituées essentiellement de jeunes mères monoparentales exclues socialement et peu intéressées au travail contraignant de la terre.

52 familles ne se sont pas impliquées dans le projet par manque d'espace et, peut-être également, par manque de motivation. Leurs enfants seraient morts dans la majorité des cas. Après une année de pratique du maraîchage, les 197 familles impliquées dans le projet consommaient régulièrement une variété des légumes frais et en quantité suffisante. Elles ont ajouté d'autres variétés de légumes propres à leurs traditions alimentaires dans les plates-bandes. Les récoltes ont augmenté. Le surplus était régulièrement vendu aux voisins ou sur les marchés locaux. Les ventes groupées des **pré-coopératives** rapportaient plus d'argent que les ventes individuelles. Le coût de transport était partagé entre coopérants, et le groupe imposait son prix aux consommateurs. Le niveau de dépense quotidienne par personne dans dix familles que nous avons suivies pendant une semaine est passé de 0,16\$ à 0,77\$ à la fin de la première année d'exécution de ce volet développement.

Même si la sécurité alimentaire, selon la définition de la FAO citée au début de ce texte, est un objectif difficile à réaliser, on peut dire que ces familles ont fait un bond en avant sur ce plan. Elles sont parvenues à une certaine autonomie et une certaine autosuffisance alimentaire. Aujourd'hui encore, selon nos informations, elles continuent à travailler dans

l'esprit de ce projet. A la fin de la troisième année, soit en 1999, 89 familles (45,17%) poursuivaient régulièrement les activités de maraîchage et comptaient plus de dix plates-bandes. Leurs productions étaient vendues aux revendeurs des marchés locaux.

Au cours de l'exécution de ce projet, aussi bien les femmes que les hommes pratiquaient le maraîchage. On retrouvait plus d'hommes dans les cultures intensives des vallées destinées à la vente sur les marchés locaux et les femmes dans les parcelles et le long des routes. Faute d'argent, très peu de jeunes femmes ont accédé à la propriété foncière. Les disponibilités alimentaires ont augmenté dans les familles ayant des enfants mal nourris, et des revenus monétaires supplémentaires ont été dégagés grâce à la vente du surplus des récoltes légumières.

Dans les familles ayant des enfants mal nourris qui ont su répondre au défi de l'insécurité alimentaire, quantitativement et qualitativement, la culture de subsistance où le travail n'a pour but que de gagner son pain prévaut encore. Mais, pendant l'évaluation des effets du volet de ce programme en 1999 et en 2002, les parents qui ont réussi dans ces activités voulaient envoyer leurs enfants à l'école avec l'argent gagné. Si cette tendance se maintenait dans la vie de ces citoyens, il y aurait apparition d'une culture d'épanouissement de soi dans les secteurs de leur vie sociale. Les travaux de Goossens (1997), Tollens (2003) et Kinkela Savy (2001) ont fait remarquer que le maraîchage a contribué à l'approvisionnement en légumes des familles de Kinshasa pendant les périodes des troubles socio-politiques.

L'accalmie de la situation politique depuis les accords de Sun city¹³ en Afrique du sud en 2003 a rendu l'approvisionnement de la ville possible à partir des provinces et de l'étranger. L'importance du maraîchage a diminué d'intensité. Le contrôle de l'inflation a-t-il permis à certains membres des familles du public-cible d'initier un petit commerce, activité fort appréciée, parallèlement aux activités agricoles peu valorisantes socialement ? Cette deuxième source de revenus créée grâce aux recettes du maraîchage ou de l'élevage a permis à plusieurs familles ayant des enfants mal nourris de rentrer encore dans le circuit d'échanges des marchandises et des dons grâce au volet « développement » du programme de lutte contre la malnutrition.

¹³ Les accords de paix signés entre les parties en conflits en RDC.

Cependant, au cours de la deuxième année d'exécution du volet « développement », la valorisation du *Psophocarpus scandens* et sa mise en vente sur le marché ont provoqué le mécontentement d'autres vendeuses des légumes traditionnels. Ce légume a volé la vedette au *Gnetum africanum*, légume appelé « *mfumbwa* » en langue kikongo, à la suite de la promotion à la radio et à la télévision sur ses vertus galactogènes. Pourtant, le *Gnetum africanum* était très apprécié pour son bon goût.

Tensions et conflits

Selon une marchande de Kingasani, le petit marché comptait quinze vendeuses régulières du *Gnetum africanum*, et la concurrence y était rude. L'arrivée régulière des deux vendeuses du *Psophocarpus Scandens* ne faisait pas l'affaire des premières. Les nouvelles vendeuses étaient souvent reçues par des quolibets ou des railleries du genre « vendeuses de légume du pauvre ». D'après notre informateur, l'agent du JEEP travaillant dans ce rayon d'activités, une vendeuse aurait évoqué son village où se pratique la lutte traditionnelle pour les intimider. La concurrence a provoqué une petite tension sociale et un conflit à cause des intérêts divergents entre vendeuses.

A partir de la deuxième année, 87 familles (44,16%) qui ont pratiqué le maraîchage et aménagé un espace d'**élevage** ont obtenu, à leur gré, des crédits en nature soit des canards (2 femelles et 1 mâle d'une valeur de 15\$US), soit des poules (25 poussins, soit 30\$US et aliments conséquents selon l'âge), des lapins (2 femelles et 1 mâle, soit 27\$US, des aliments concentrés complémentaires dont le prix d'un sac de 25 kg était de 12,5\$US) et des cobayes (2 femelles et 1 mâle, soit 6\$US) qu'elles ont élevés en claustration. Tous les enfants de ces familles impliquées dans le petit élevage ont recouvré la bonne santé.

A la fin de la troisième année du projet en 2000 : 11 familles sur 17 (64,70%) qui avaient reçu des lapins les élevaient, poursuivaient ce travail et en vendaient quelques-uns à des particuliers. Leurs enfants ont été presque tous guéris de la malnutrition. Une famille a réussi à vendre un lot de 35 lapins à un hôtel de la place à un prix intéressant au kilogramme. Cette rentrée financière a permis au couple d'investir cette somme dans un moulin à céréales et tubercules secs. L'élevage a contribué à son *empowerment*, c'est-à-dire, son habilitation ou sa capacité à se prendre en charge. Ce couple a équipé la communauté des résidents d'un service

de proximité¹⁴ qui a contribué à alléger une partie du travail de la femme consistant à piler du maïs ou du manioc.

29 sur 41 familles (70,73%) ayant reçu des canards les élevaient, en mangeaient de temps en temps et en vendaient quelques-uns sur les marchés locaux. Le niveau d'adoption de techniques proposées était total. Les enfants ont été guéris de la malnutrition dans la majorité des cas. 10 sur 19 familles (52,63%) ayant reçu des poules pondeuses ont échoué dans cet élevage, à cause des exigences techniques (aliments équilibrés, vaccins, antibiotiques). Le niveau d'adoption de techniques proposées était nul. La santé de la plupart des enfants laissait à désirer. Cet élevage était une dépense lourde pour des familles pauvres. 9 familles dont les résultats étaient mitigés continuaient l'activité.

2 sur 7 familles (28,57%) ayant reçu des pigeons ont réussi à développer l'élevage. Le niveau d'adoption de techniques proposées était total. Ils en avaient plusieurs dizaines et en vendaient souvent sur les marchés locaux. Les 5 autres familles avaient abandonné cet élevage. Le niveau d'adoption de techniques proposées était nul. Les tôles du toit de la maison de l'une des deux familles, ayant réussi dans cet élevage, étaient fortement endommagées par les crottes de pigeons. L'homme et la femme voulaient cesser cette activité en vue de préserver la maison.

Sur 3 familles qui possédaient des cobayes (cochons d'Inde), deux n'ont pas réussi cet élevage. Le niveau d'adoption de techniques proposées était nul. Dans une autre famille à Kindele dont le père était très entreprenant, le cheptel vif de dix femelles a produit 345 cobayes au cours d'une année d'exploitation. L'argent gagné de la vente a permis à la famille de pratiquer un élevage de lapins avec 4 reproducteurs. Ainsi, ce père de famille a réussi à mettre en place une pré-coopérative des éleveurs amateurs dont les principaux objectifs étaient de travailler en groupes ; d'effectuer des achats groupés des aliments, des produits vétérinaires, et d'assurer le transport en groupe en vue de diminuer les coûts d'exploitation. Ce nouveau « leader » est un élément dynamique. Son influence s'est affirmée dans plusieurs domaines. Il a encouragé la production domestique des petits animaux qu'il se chargeait d'écouler sur le marché où il utilisait ses relations.

¹⁴ Les services de quartiers (moulins à céréales, boutiques, garderies privées des enfants, gardiennage d'animaux ou des installations, restaurants populaires de quartier, aides à domicile, etc)

Dans toutes ces familles ayant des enfants mal nourris, le suivi des activités consistait à prodiguer régulièrement des conseils sur les choix des espèces animales à élever, sur les conditions alimentaires et sanitaires à respecter dans les parcelles d'habitation.

La plantation d'arbres fruitiers était le maillon faible de ce projet. 15 familles ayant des enfants mal nourris ont adopté l'**arboriculture** et ont réussi à faire pousser un avocatier sélectionné et un papayer amélioré. 9 autres familles sont parvenues à faire pousser plus de 2 arbres fruitiers sélectionnés et au moins 1 arbre à pain (marcotte). Plantés en 1998, les papayers ont donné des fruits six mois au plus tard après la plantation. Les avocats sélectionnés ont donné leurs premiers fruits en 2003. On avait cueilli les premiers fruits de l'arbre à pain bien avant au deuxième semestre de 2001. Ces arbres fruitiers à haut rendement ont survécu à la divagation des animaux, aux vols et aux intempéries. L'élevage et l'arboriculture étaient pratiqués plus par les hommes que par les femmes.

Les évaluations des activités de terrain de 1999 et celles de 2002 ont confirmé que toutes les familles qui ont réussi dans l'une ou l'autre activité vulgarisée entre 1996 et 2000 la pratiquaient encore (JEEP, 1999 et 2002). Des expériences analogues ont été faites en Afrique de l'Ouest. L'horticulture, l'arboriculture et l'élevage sont des activités en pleine expansion en milieu urbain. Elles résorbent une partie de l'exode rural (Fall T. et Fall A. S, 2001).

La pratique de **microcrédits** permettrait de renforcer la cohésion sociale entre acteurs liés par un intérêt commun et désireux de sortir du cycle de la misère. Elle permettrait aussi à ce public de maîtriser l'économie de marché et de développer des compétences de gestion. Cette maîtrise déboucherait sur la consolidation des activités économiques existantes et la mise en œuvre de nouvelles activités économiques rentables : commercialisation, diversification liée à l'agriculture. Lorsqu'il n'y avait pas de preneurs, les animaux étaient en danger de disparition parce que le JEEP n'avait pas d'animalerie où il pouvait les garder. Souvent, le problème était lié au retard de remboursement. Le JEEP pouvait prendre patience même pendant 9 mois pour avoir un remboursement. Le crédit en aliment concentré était parfois sous-distribué à cause de l'enclavement de certaines communautés d'appartenance des résidents et de manque d'esprit d'initiative des pré-coopératives naissantes et vacillantes. Ne pouvant pas bien soigner les animaux, les gens ont subi des pertes énormes et ne pouvaient pas rembourser selon l'entente. Une partie du fonds de roulement était dilapidée. Le JEEP ne disposait d'aucun moyen pour contraindre les débiteurs insolvables.

Les sommes du crédit de semences étaient faibles, mais elles permettaient aux requérants de produire et de rembourser la quantité de semences reçues. Les débiteurs ou emprunteurs ne payaient pas d'intérêts élevés. Le remboursement en nature permettait au JEEP de ne pas perdre le capital monétaire dans un contexte d'inflation galopante. La difficulté la plus fréquente dans la gestion du crédit était la perte de la copie du contrat et l'oubli de la somme due au JEEP. Ce dernier devait montrer la copie gardée dans ses archives peu ordonnées.

En mettant en œuvre ce volet « développement », le JEEP a tenté de promouvoir dans ces deux communautés des résidents, la production des légumes potagers et de la viande dans des familles dont les enfants étaient mal nourris et dont les pères étaient au chômage. Le chômage des mères était déguisé par les activités de vente de cigarettes à la pièce, de sucre à la cuillère, des cacahuètes, etc. devant leurs habitations ou aux coins de rues (Makungu, 1999 ; Peemans J.P.1997). Les familles concernées conduisaient ces activités à côté de l'habitation, le long de certaines routes ou du chemin de fer. Certaines familles ayant des enfants mal nourris ne se sont pas impliquées dans le projet par manque d'espace. La terre est une ressource rare en ville. Les locataires et les squatters ne pouvaient pas se permettre de cultiver des légumes sur des terrains d'autrui. Les déplacés ou réfugiés n'ayant pas de carte d'identité en ordre et n'étant pas connus des habitants locaux n'ont pas pu avoir des terrains disponibles à des fins agricoles. Comme les terres environnantes n'étaient pas accessibles à certaines familles démunies, et que la demande de terres de cultures n'a pas été couverte, les terres libres le long des routes ont été anarchiquement utilisées pour le maraîchage ou les autres cultures. Pour réduire les problèmes de sécurité le long des routes, le JEEP a limité son intervention à l'intérieur des parcelles d'habitation et dans les vallées. Plusieurs routes étaient menacées par l'érosion. La terre est sablonneuse à Kinshasa, le milieu n'est pas idéal pour des cultures. Cette pauvreté de la terre de culture a empêché certaines familles ayant des enfants mal nourris de développer et de diversifier les cultures.

Les stratégies du JEEP consistaient à apprendre au public-cible à augmenter les disponibilités alimentaires en vue de lutter contre la malnutrition dans son habitation en revalorisant les ressources locales. A cet effet, il promouvait l'agriculture urbaine en faisant du porte-à-porte. Le public-cible bénéficiait d'une animation participative afin de le sensibiliser sur les biens de ces différentes pratiques culturelles, d'élevage et de micro-crédit. Comme le JEEP proposait des solutions aux problèmes des familles ayant des enfants mal nourris, tout en leur laissant la liberté de choix des ressources à mettre en valeur, quand elles échouaient, elles faisaient porter la responsabilité de l'échec à l'organisation.

Nous avons observé, pendant notre présence sur le terrain¹⁵, que la plupart des enfants mal nourris issus des familles monoparentales, dont les mères étaient délaissées, étaient accusés de sorcellerie (*kindoki*). Cela conduisait à **l'exclusion** de la famille monoparentale du clan, et l'enfant malade n'avait pas de chance de survie en dehors de la solidarité du clan. Ce phénomène observé est un nouveau facteur d'absence de cohésion et d'instabilité sociale en milieu péri-urbain. Autrefois, chez les Bakongo¹⁶, celui qui était accusé de sorcellerie avouait sa culpabilité et se repentait. La cohésion et la stabilité du groupe étaient consolidées par cet acte de reconnaissance, parce que la communauté était attachée au maintien de l'ordre social. (Balandier, 1982, 380-381). A la suite de crise aiguë qu'a connu la ville de Kinshasa, la distanciation était devenue la stratégie d'individuation. La misère des laissés-pour-compte, des victimes de la précarité et du chômage fragilisait impitoyablement les relations sociales et conduisait, inexorablement, à la solitude et même à l'exclusion sociale. Le risque affecte le capital social des pauvres comme les jeunes mères célibataires (De Herdt, 2003). Le phénomène observé des enfants sorciers selon (De Boeck, 2004) et Falangani (2002) fragilise les solidarités claniques. Généralement, dans la société congolaise, les enfants nés des mères célibataires sont considérés comme une honte sociale. Ces enfants de déshonneur, souvent discriminés, n'ont pas de place dans un quelconque lignage, parce qu'ils ne sont pas reconnus par leurs pères biologiques. L'appartenance au clan crée encore la reconnaissance sociale et un vif sentiment de supériorité. Aussi une mère qui a un enfant mal nourri est-elle objet de mépris de la part de la société. Elle est considérée comme paresseuse.

A l'époque de la mise en œuvre de ce projet, l'accusation de sorcellerie était l'argument le plus fort utilisé pour se débarrasser d'un enfant indésirable. Est-il possible que, dans un pareil environnement, un enfant discriminé bénéficie pleinement de la ration sèche de 30 kg de maïs (soit 16\$US) et de 5 kg de soja (soit 7,4\$ US) livrée au domicile de ses proches (grands-parents, cousins) où il était sous logé avec sa mère ? A Kinshasa, les familles qui recevaient l'aide alimentaire d'un étranger¹⁷ ou d'un inconnu (coopérant, prêtre) étaient parfois l'objet de moqueries, et considérées comme pauvres et paresseuses. A la fin du programme, celles qui ont réussi à réaliser les objectifs fixés par le volet développement de ce programme ont retrouvé un peu de dignité.

¹⁵A Kimwenza, quartier habité par les Bantandu et les Manianga, deux composantes de l'ethnie Kongo.

¹⁶Personnes de l'ethnie Kongo vivant en RDC, au Congo-Brazzaville et en Angola.

¹⁷Selon, la rumeur, les citoyens racontaient que le maïs et le soja états-uniens distribués par les PAM étaient génétiquement modifiés et que les conséquences pourraient être mauvaises pour la santé.

Les familles impliquées dans ce volet ont commencé à produire elles-mêmes une partie de leurs aliments avec des compétences minimales dans les techniques culturales. Cet accroissement de leur capacité à se nourrir pourrait diminuer la pauvreté. Selon Amartya Sen, les capacités sont les possibilités réelles de choix social permettant l'accomplissement d'un individu, le niveau de satisfaction des besoins humains permettant de se comporter en homme (Sen A, 2000).

Le volet « développement » du programme de lutte contre la malnutrition a permis à ces familles d'accéder au droit au premier développement qui « consiste en des systèmes locaux d'échange (Favreau et Fréchette, 2002 : 33). Baratier l'appelle le tissu économique initial (2005 :34) et Braudel l'appelle l'« économie-de rez-de chaussée » : les marchés urbains élémentaires et les petites boutiques d'artisans, sorte de « plancher de la vie économique », lesquels forment les indispensables ressorts sans lesquels le développement à une autre échelle devient impossible (Braudel 1985 ; Favreau, 2006:16). Les marchés locaux ont retrouvé un peu de leur rythme. Les administrations des municipalités y ont trouvé leurs comptes grâce aux diverses taxes. Le budget de la ville de Kinshasa était alimenté en partie par des péages sur l'utilisation de l'espace public par des vendeurs. Une étroite imbrication s'était peu à peu créée entre le formel et l'informel (Makungu, 1999 et 2004).

Les difficultés rencontrées

L'approvisionnement en eau d'arrosage était aléatoire voire très difficile à Kindele et à Kimwenza. Maractho (2004) a constaté, dans « Le robinet est en grève », les mêmes aléas de la distribution de l'eau en milieu péri-urbain. Pendant toute la décennie 1990, le système de distribution d'eau n'a pas été entretenu, faute d'une bonne trésorerie. Les recettes de la régie de distribution de l'eau étaient pompées par les mandataires, les hommes de main de l'Etat. Au lieu de produire, on prélevait à l'excès. La conjoncture de rente n'a pas été favorable au développement des activités de production.

De plus, l'élevage en liberté des moutons, des chèvres, des chiens, des cochons, des poules, des canards rendait les cultures très difficiles à la périphérie de la ville où les habitations n'ont pas de clôture, ni de haie. Le matériel de récupération utilisé pour protéger les cultures n'était pas suffisant. Les membres des familles du public-cible devaient se relayer pour surveiller les cultures jour et nuit. L'élevage en liberté n'est pas une activité marchande, mais prend place

dans une stratégie de sécurité pour les périodes de crise. Vendre les animaux à des dates non prédéterminées, c'est perdre un capital qui serait nécessaire en cas de problème imprévu.

Les limites du volet « développement »

Le volet « développement » était trop centré sur la population-cible. Cette dernière était dans le processus *d'empowerment*, comme si elle était détachée des communautés d'appartenance des résidents. Elle courait le risque d'être stigmatisée, parce que les autres catégories de la population n'ont pas été impliquées dans les activités au même titre que le groupe-cible. Ce volet n'a pas pu impliquer l'ensemble des communautés et les priorités n'ont pas été identifiées à partir des défis vécus (dont celui de la malnutrition) par l'ensemble des membres des communautés concernées. On n'a pas fait de travail transversal à cause de la limitation sur le groupe-cible.

Le JEEP qui, au début de son existence, donnait des conseils et formulait des recommandations sur la valorisation des aliments traditionnels délaissés, pour que son public-cible devienne autonome, a adopté un principe contradictoire demandant à celui-ci, lorsque la demande s'est accrue, de s'approvisionner en intrants (semences de qualité douteuse, guano de qualité douteuse) sur les marchés locaux à des prix inaccessibles. Il n'a pas su développer des filières durables d'approvisionnement en semences et en fertilisants dont le public avait besoin. On peut penser que cette contradiction provenait de la multiplicité des bailleurs de fonds. Chaque bailleur finançant les activités fixait ses propres objectifs auxquels le JEEP devait se conformer s'il voulait obtenir un financement. Cela a posé quelques problèmes pour faire de l'intensification agricole et cibler les activités de terrain dont l'efficacité aurait été plus grande.

Le besoin de crédit reste important dans un contexte marqué par les risques de production et le besoin d'assurer la sécurité alimentaire. Le besoin le plus urgent pour le JEEP est une expertise sur la gestion du système de financement décentralisé, puisque l'organisation n'a pas de vision stratégique de gestion de ce type de système. Les risques de perdre le capital (fonds de roulement) ont été grands pendant l'exécution de ce projet. Les modes de gestion de crédit devraient être améliorés. Après le projet, il serait souhaitable d'instaurer un système de crédits adaptés aux besoins d'exploitation des producteurs agricoles péri-urbains, d'étudier l'histoire de crédits et les pratiques informelles courantes dans ce milieu. Comment collecter l'épargne des citoyens et la mettre à la disposition de ceux qui en ont besoin en vue de produire des

richesses ? L'expérience du Burkina Faso servira-t-elle de modèle aux communautés kinoises ? D'après Develetere (1998 : 137), « les NAAM¹⁸ ont créé des Banques Traditionnelles d'Epargne et de Crédit (BTEC) ». Elles représentent environ 350.000 membres. Ses leaders sont écoutés et respectés.

Le leader et ses soutiens

L'organisation JEEP a reçu plusieurs financements des bailleurs de fonds internationaux. Sa crédibilité vis-à-vis de ces bailleurs de fonds tenait à la fois à ses actions de terrain, mais aussi à la personnalité du directeur. Le fait qu'il est entouré par des nationaux qualifiés et instruits lui donnait beaucoup de reconnaissance localement. Le fait qu'il est européen, jésuite et professeur d'université lui donnait accès aux financements en tant que représentant cofondateur principal de cette organisation. Même si la réussite dans cette expérience est mitigée, le JEEP a capitalisé son expérience, en créant un réseau d'agriculture urbaine de Kinshasa (RAUKIN) regroupant les ONG qui travaillent dans le domaine agricole dont l'objectif était de promouvoir la santé et, plus largement, le développement socio-économique des communautés d'appartenance des résidents démunis, en mettant en valeur les richesses et les potentialités locales. Ces ONG offraient aux familles des armes simples pour lutter contre la faim, la sous-alimentation, la malnutrition, les maladies et la misère. Beaucoup d'ONG locales ont adhéré à ce réseau dont le représentant auprès des bailleurs de fonds pourrait garantir leur accès à des financements extérieurs. Ce caractère unipersonnel de l'organisation caractérise plusieurs associations et ONG de Kinshasa.

Si les idéaux poursuivis par tous sont encore justes, certaines adhésions à ce réseau sont opportunistes. Cependant, quelques rares congolais ou africains ont aussi une reconnaissance sociale et une bonne réputation auprès de certaines organisations internationales. Ils reçoivent aussi des financements auprès de ces bailleurs. Comme la coopération officielle avec les nations du Nord était suspendue à l'époque, la rente du développement transitait par des réseaux d'intermédiaires étrangers et nationaux. Olivier de Sardan (1995 : 160) a fait un constat similaire dans d'autres pays du continent :

« L'émiettement du pouvoir des Etats rend par exemple les Etats africains incapables de drainer ou de contrôler une partie significative des flux Nord-Sud, du fait de la méfiance qu'ont désormais à leur égard les bailleurs de fonds ». Les ONG fondées par les Européens résident sur place et quelques nationaux deviennent de « nouveaux médiateurs et courtiers de

¹⁸ Aucune explication de ce sigle n'est donnée par cet auteur dans son livre.

développement ». Comme la plupart des ONG du pays, le JEEP est né dans un contexte des protestations de la population contre le régime politique en place et des dénonciations par la banque mondiale des Etats incapables de mener une « bonne gestion des affaires publiques » dans un milieu où le mouvement coopératif et le mouvement associatif sont en développement.

L'état du mouvement coopératif et celui du mouvement associatif

Comme le système bancaire excluait la majeure partie de la population au niveau des dépôts, et la grande majorité des opérations au niveau des prêts, à l'accession du pays à l'indépendance le 30 juin 1960, les églises catholiques, protestantes, autres églises et des groupes islamiques ont aidé les petits producteurs à s'organiser en coopératives d'épargne et de crédit. Pour garder le contrôle sur ces coopératives, l'Etat exigeait que les dépôts soient gardés dans les coffres des banques nationales. Au début des années 1980, les banques de l'Etat ont connu un problème de liquidité, comme elles étaient gérées en dehors des critères d'efficacité et de bonne gestion. Le circuit bancaire s'est effondré. Toutes les coopératives d'épargne et de crédit ont disparu. Ainsi, les producteurs se sont rabattus sur les institutions communautaires traditionnelles reposant sur des droits et obligations coutumiers hiérarchiques (clans, lignage, classes d'âge) sans adhésion volontaire. Celles-ci peuvent être interprétées comme des relations d'assurance intergénérationnelles.

Dans ce contexte de vide créé par la crise de l'Etat et du système bancaire, les petites et moyennes entreprises (PME) ont commencé à se réunir au sein des confédérations associatives, afin de renforcer leurs actions. Chaque confédération est composée des sous-groupes des métiers (maraîchers, éleveurs, artisans, marchands, boutiquiers, commerçants, laboratoires médicaux, savonneries) liés sur base d'intérêts communs et agissant ensemble pour écouler leurs produits, acheter la matière première et rechercher le financement extérieur. Ainsi, certaines initiatives des demandes communes de financement ont abouti à la création des services communs qui entendent supporter collectivement le coût d'exploitation de la production. Les regroupements sous forme d'associations (associations des producteurs de..., associations des anciens de..., associations des ressortissants de...) sont de plus en plus nombreux et ils se constituent souvent en ONG. Les ONG sont regroupées en conseil régional des organisations non gouvernementales. Ce dernier essaie d'agir comme interlocuteur commun des ONG auprès de l'Etat et des bailleurs de fonds étrangers.

Après l'exécution de ce volet « développement », le défi consistait à réunir un capital qui opérât dans la logique des entreprises collectives. Point n'est besoin de signaler que les règles comptables sont généralement faites en fonction des critères capitalistes d'investissement de production et du profit conséquent. A la fin de ce programme, l'absence d'institutions financières accessibles a rendu difficile l'investissement dans les activités de production.

V. Conclusions

Après l'exécution de ce volet du programme, la réduction apparente de la pauvreté n'est pas encore établie dans les familles ayant eu des enfants mal nourris. Mais, celles-ci ont appris à compter sur leurs efforts et elles ont acquis une première expérience de travail en pré-coopératives, malgré le manque d'appropriation de la structure. Pendant que les gens apprennent à relever collectivement les défis afin de permettre aux populations nécessiteuses de bénéficier directement de l'aide accordée par les donateurs, d'acquérir le savoir, le savoir-faire dans leurs champs d'action. La plupart des enfants mal nourris ont recouvré la santé grâce aux soins médicaux, à l'expansion des cultures pérennes, à l'augmentation et à la variété des disponibilités alimentaires dans leurs familles. Quelques enfants ont repris le chemin de l'école. Le microcrédit a contribué à diversifier les activités productives génératrices de petits revenus. L'hypothèse de recherche est confirmée.

La situation des Kinois¹⁹ et des Congolais de l'intérieur du pays est alarmante, mais pas désespérante. Un récent rapport coédité par la Banque africaine de développement (BAD) et le centre de développement de l'OCDE nous apprend que « Le pays a réussi à stabiliser son cadre macro-économique, à maîtriser son cadre macro-économique, à maîtriser l'hyperinflation et à relancer plusieurs de ses activités économiques » (BAD-OCDE, 2006 : 235). Il ajoute plus loin que : « grâce aux appuis extérieurs, l'investissement public a quasi doublé en 2006 et sa part dans le PIB est passée à 7.8 pour cent. Dans le futur, il devrait continuer à augmenter et le taux d'investissement national pourrait dépasser les 20 pour cent en 2007» (BAD-OCDE, 2006 : 237). « En 2005, la communauté internationale a financé à hauteur de 58 pour cent le budget de l'Etat. La part des dons dans le PIB a été considérable (9.3 pour cent), en raison de la préparation des élections. Elle devrait continuer à l'être en 2006 (7,6 pour cent) et en 2007 (8.1 pour cent). En l'absence de ces montants très importants, l'économie s'effondrerait. Les recettes totales, qui représentaient seulement 5.1 pour cent du PIB en 2000, sont en augmentation à 11,6 pour cent en 2004. Elles devraient atteindre 18.7 pour cent en 2005 et 17.1 pour cent en 2006. Ce phénomène s'explique notamment par

l'accroissement des recettes pétrolières (surtout 2005) et par une meilleure application des taxes du fait du renforcement de l'administration fiscale sur l'ensemble du territoire ». (BAD-OCDE, 2006 : 238).

L'expansion économique mondiale a stimulé la demande pour le pétrole et les matières premières venues du pays, et fait augmenter leurs prix ; l'accroissement de l'aide publique au développement et la stabilisation de la situation macro-économique ont permis d'éclaircir les perspectives économiques du pays. Plus d'aide, moins de dettes, égalent plus de croissance. Avec un peu de créativité, les Congolais en général et les Kinois en particulier peuvent transformer des problèmes socioéconomiques en projets de développement. Malgré le ton optimiste du rapport cité ci-dessus, l'aide publique au développement demeure toujours insuffisante et inappropriée pour financer les programmes d'infrastructures, de santé et d'éducation. Le chômage atteint des proportions inquiétantes. De millions de gens vivent de plus en plus avec moins d'un dollar par jour (par personne). Le seul signe d'espoir vient du développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Les citoyens soumis à une misère de plus en plus grande sont de plus en plus mieux informés. S'ils ont un peu d'argent à investir, ils pourront entreprendre des activités productives individuellement et collectivement. A Kinshasa comme ailleurs dans le pays et sur le continent, « le sous-développement économique paraît lié à un sous-développement financier » (Gentil D. et Hugon P., 1996 : 7). La question est de savoir comment les citoyens démunis peuvent se servir de ce progrès de la communication pour mobiliser des ressources financières à des fins de développement dans un contexte international où les décideurs ont tendance à privilégier depuis plus de deux décennies la lutte contre la pauvreté au détriment du développement.

¹⁹ Un habitant de Kinshasa.

Repères bibliographiques

Ouvrages et articles scientifiques

BALANDIER, Georges, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris, Quadrige/PUF, 1982.

BARATIER, J., *L'entreprise contre la pauvreté. La dernière chance du libéralisme*, Paris, Autrement, 2005.

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT ET CENTRE DE DEVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (OCDE), *Perspectives économiques en Afrique 2005-2006*

www.oecd.org/dev/publications/perspectivesafricaines

BARACYETSE P., « L'enjeu géopolitique des sociétés minières internationales en République démocratique du Congo (ex-Zaïre) »

<http://www.sauvonslecongo.com/geopolitique.htm>

BAYART, J.-B., *L'Etat en Afrique*, Fayard, Paris, 1989.

DE BOECK F., « Etre Shege à Kinshasa : Les enfants, la rue et le monde occulte », in TREFON T. (Ed), *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*, Paris/Bruxelles, ASDOC/L'Harmattan, Cahiers Africains, n°61-62, 2004.

BOGUMIL J. DE VILLERS G et Monnier L. (sous la direction de), *Manières de vivre. L'économie de la débrouille au Congo/Kinshasa*, n°45-50, série 2001.

BRAUDEL, F., *La dynamique du capitalisme*, Champs/Flammarion, Paris, 1985.

DE HERDT, T., 2003, *Poor parents, their daughter, her child and her lover, Understanding changes in household size and composition in Kinshasa*, Institute of Development Policy and Management, University of Antwerp, July, 2003.

DIGEKISA, V. PILUKA, 1993, *Le massacre de Lubumbashi*, Zaïre 11-12 mai 1990, Paris, Ed.L'harmattan.

DEVELTERE, P., *Economie sociale et développement. Les coopératives, mutuelles et associations dans les pays en développement*, De Boeck et Larquier s.a, Paris/Bruxelles, 1998.

FALANGANI M., « Paupérisation de familles, petite bourgeoisie et transformation des valeurs en période de crise », in De Villers et alii, *Kinshasa : Manières de vivre*, Paris/Bruxelles, ASDOC/L'Harmattan, Cahiers Africains, n°49-50, 2002, pp. 113-140.

FALL, T. et FALL, A. S. (sous la dir.), *Cités horticoles en sursis ? L'agriculture urbaine dans les grandes Niayes au Sénégal*, CRDI, Ottawa, 2001.

FAVREAU L., « Coopération Nord/Sud : un monde sans pauvreté », Cahiers de la CRDC, UQO, Série Conférences, numéro 13, Gatineau, 2006.

FAVREAU L. et FRECHETTE L., *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*, Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy, 2002.

GENTIL D. et HUGON P., « Au-delà du dualisme financier », in *Revue Tiers-Monde*, IEDES, tome XXXVII, n°145, janvier-mars 1996, p.7-11

GOOSSENS F., Rôle des systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaire dans la sécurité alimentaire de Kinshasa, Collection « Aliments dans les villes », FAO, avril 1997.

JEEP, *Rapport d'activités 1999* (Inédit).

JEEP, *Rapport d'activités 2002* (Inédit)

KINKELA SAVY., « L'apport du maraîchage dans la lutte contre l'insécurité alimentaire à Kinshasa », in MUKADI et TOLLENS (Eds), 2001), *Sécurité alimentaire au Congo-Kinshasa, Production, consommation et survie*, L'Harmattan/KU Leuven, Collection « Congo-Zaïre-Histoire et société », 2001.

KOC M., M. MOUGEOT et WELSH, J. (sous la dir.), *Armer les villes contre la faim : systèmes alimentaires durables*, Centre de recherches pour le développement international (CRDI), Ottawa, 2000.

MAKUNGU M.M, N. « Pérégrination à Kinshasa », DIF POP, *Socio-anthropologie*, n°06, deuxième semestre, Paris, 1999, p.105-116.

MAKUNGU M., N., 2004, *L'élevage péri-urbain à Kinshasa (RD Congo). Entre « débrouille » et « entreprise ». Dynamismes économiques et représentations sociales*, Paris, Atelier national de reproduction des thèses.

http://www.anrtheses.com.fr/ThesesCarte/SCat_3449.htm

MARACTHO MUDZO M. A. , "Le robinet est en grève : la (non) distribution d'eau et les stratégies d'approvisionnement", in TREFON T. (Ed), *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*, Paris/Bruxelles, ASDOC/L'Harmattan, Cahiers Africains, n°61-62, 2004

MUCCHELLI, A., 1991, *Les méthodes qualitatives*, Paris, PUF, Coll. Que sais-je?

NDAYWEL E N., « Le territoire médical à l'épreuve de l'informel. Survivre comme infirmière aux cliniques universitaires de Kinshasa », in DE VILLERS G. et alii (Eds),

NGBANDA, H., *Crimes organisés en Afrique centrale. Révélation sur les réseaux rwandais et occidentaux*, Editions Dubois, Paris, 2004.

OLIVIER DE SARDAN J.P., *Anthropologie et développement*, APAD-Karthala, Paris, 1995.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE, *Rôle du secteur sanitaire en alimentation et nutrition. Rapport d'un comité d'experts de l'OMS*, Série de rapports techniques 667, OMS, Genève, 1981.

PEAN, P., *Corruption. L'argent noir de la France*, Paris, Fayard, 1989.

PEEMANS, J-P., *Crise de la modernisation et pratiques populaires au Zaïre et en Afrique*, L'Harmattan, Paris, 1997.

PERSYN P et alii, « A Kinshasa la vie tient du miracle : Nouvelles approches en santé publique », in TREFON T. (Ed), *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*, Paris/Bruxelles, ASDOC/L'Harmattan, Cahiers Africains, n°61-62, 2004, pp.81-98.

SACHS, I., *Stratégies de l'écodéveloppement*, Editions ouvrières, Paris, 1980.

SEN, A., *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Odile Jacob, Paris, 2000

SMITH, O. B., MOUSTIER, P. et alii, *Développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique francophone. Enjeux, concepts et méthodes*, Ottawa/Montpellier, CRDI/CIRAD, 2004.

TOLLENS E., *Sécurité alimentaire à Kinshasa : un face à face quotidien avec l'adversité*, Katholieke Universiteit Leuven, Faculté des Sciences Agronomiques et de la Biologie Appliquée, Working Paper n°77, 2003.

TREFON T. (Ed), *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*, Paris/Bruxelles, ASDOC/L'Harmattan, Cahiers Africains, n°61-62, 2004.